

alter ego / #100 le journal

Hiver 2019-2020



Aurore
 ASSOCIATION

SOMMAIRE / #100

ÉDITO

Cents fleurs pour Alter Ego	3
Alter Ego 39, le dernier numéro?.....	4

DOSSIER ANNIVERSAIRE

Alter Ego, indissociable de l'histoire de l'association Espoir Goutte d'Or.....	5
La caisse à outils de la Réduction des Risques (RdR).....	8
Bande dessinée : <i>Suite à une prise de Risque</i>	10
Sans-Papiers	12
Alter Ego, les Femmes et la consommation	14
« La Garçonne », nouvelle image de la femme.....	16
Politiques publiques en matière de drogues en France et à l'étranger	17
Cent bonnes raisons de venir à EGO	19

Directeur de la publication
Léon Gomberoff

Secrétariat de rédaction
Maria Arrieta

Réalisation graphique
Paula Jiménez

Ont participé à ce numéro
Didier Agnes, Eléonore Alwest, Abdel
Berghachi, Camille Bertrand, Lia
Cavalcanti, Choukri, Claude, Anne
Coppel, Mélanie Gros, JPK, Dieynaba
Kaba, Clémentine Lalot-Jadot, Claire
Noblet, Bernard Masséra, Alexandre
Prevost

Photos et illustrations
Camille, Fil, Paula Jiménez, Elie Punk

Imprimerie ADVENCE
139 rue Rateau - 93120
La Courneuve
Parution trimestrielle
ISSN 1770-4715



EGO - Association AURORE
13, rue Saint-Luc - 75018
Tel: 0153099949
alterego@aurora.asso.fr

100 fleurs pour alter ego

Avec ce numéro, Alter Ego en est à son centième numéro, signe d'une longévité remarquable. Après tant d'années, continuer de paraître n'est pas un mince exploit, surtout lorsqu'on se rappelle que ce magazine est parti de rien.

Créé par des gens qui n'appartenaient pas au monde du journalisme, ils ont su dépasser cette lacune par leur connaissance profonde des problèmes liés à l'usage des drogues, ainsi que par la volonté de créer un organe de presse militant et une tribune pour défendre leurs idées.

Dans l'esprit des fondateurs, qui irrigue encore ce numéro 100, l'idée phare est de porter la voix des usagers, éclairer l'opinion publique sur les problèmes liés aux addictions, tout en prenant activement part aux débats autour de cette thématique. Dans cette optique, nous avons été portés par une quadruple ambition :

1. Rendre compte de l'expertise des usagers. C'est pour eux que nous avons ouvert les colonnes de notre journal, et ils continuent de s'y exprimer en toute liberté. Parmi eux, nombreux ont pu publier des pages d'opinion. Nous leurs accordons régulièrement des interviews sur leurs expériences, leurs problèmes personnels, ou encore pour exprimer des revendications.
2. Partager l'expérience acquise par les travailleurs sociaux et les acteurs associatifs engagés en première ligne. Ils dressent souvent des constats, essaient d'apporter des idées constructives, s'inspirent de la situation du terrain et de ce qui se fait de mieux ailleurs afin d'apporter des propositions alternatives adaptées.
3. S'intéresser à l'évolution de la recherche. Nous suivons de près l'actualité de ce qui se fait en matière d'addictions, de traitements ou d'expériences novatrices. Beaucoup de spécialistes et d'experts ont pu apporter ici leur contribution aux différentes problématiques de l'usage des drogues.

4. Développer un ancrage local. Alter Ego est né dans le quartier de la Goutte d'Or et n'a cessé de se nourrir des différentes cultures qui la composent ; un quartier mythique, dont les ramifications s'étendent bien au-delà de ses limites géographiques, et qui demeurera à jamais le lieu d'enracinement de la revue.

A ce propos, la Goutte d'Or occupe également une place incontournable dans l'histoire parisienne de la drogue et de la lutte pour la reconnaissance des droits des usagers, dont l'histoire reste à écrire. Pour ceux qui s'y intéressent, ils trouveront de la matière dans nos différents numéros qui font la part belle aux mouvements culturels, artistiques ainsi qu'aux luttes politiques et aux actions des milieux associatifs qui dynamisent ce quartier.

Bien qu'engagé localement, Alter Ego s'est toujours ouvert à l'international. Nos équipes de « journalistes » ont voyagé à travers l'Espagne, le Brésil, la Hollande, la Géorgie ou le Canada pour voir et rapporter ce qui s'y fait en matière de prévention, de réduction des risques ou de lutte pour les droits des consommateurs de drogues. L'enracinement local et l'ouverture vers l'international sont les deux pôles qui ont constamment guidé notre tribune.

Aussi, la particularité de cette revue est d'avoir toujours été un produit artisanal, ouvert aux professionnels, aux usagers, comme aux militants associatifs. Tous ceux qui le souhaitent peuvent y contribuer, à condition que leurs interventions soient conformes à nos principes fondateurs (lutte pour les droits, humanisme, respect de la personne, santé communautaire et solutions alternatives à l'option répressive). Les articles et les interventions sont débattus de manière démocratique, avec le souci de la diversité des points de vue et des compétences. L'équipe de rédaction a constamment veillé à maintenir l'équilibre entre la volonté d'atteindre le grand public et l'exigence de

la rigueur à travers les contributions.

Il est cependant légitime de se demander, en guise de conclusion, si Alter Ego a bien répondu à sa mission durant toutes ces années.

Nous ne pouvons évidemment pas en juger par nous-mêmes, car notre jugement serait empreint de partialité. Nous pouvons en revanche assurer que les équipes de professionnels, d'usagers, de spécialistes ou d'acteurs associatifs qui ont collaboré ou qui collaborent encore à cette revue, ont essayé, d'une voix modeste mais résolue, de porter à la connaissance du public les problématiques qui traversent le champ des addictions. Nous avons également œuvré de tout notre possible pour que le problème de la drogue ne soit plus traité uniquement sous le prisme sécuritaire, mais dans ses différentes et complexes dimensions.

A travers ce journal, nous avons aussi voulu présenter un autre visage de la question de la drogue en ouvrant nos colonnes à nos usagers artistes, poètes ou musiciens. En agissant de la sorte, nous espérons avoir contribué à l'avancée d'une cause qui a longtemps souffert d'un regard négatif, chargé d'a priori, et souvent loin des réalités du terrain.

Cette modeste action n'est pas étrangère aux récentes transformations qu'a connu le champ des addictions, notamment avec la multiplication des centres de traitement, d'accueil, d'échange de matériel, ou encore avec l'ouverture de salles de consommation à moindre risque. Certes, nous ne sommes pas les seuls sur le terrain, mais Alter Ego constitue une voix non négligeable dans ce mouvement.

Pour conclure, saluons les cents bougies d'Alter Ego, et profitons de cette occasion pour inviter tous ceux qui le souhaitent à nous rejoindre, pour que cette tribune continue de jouer de son influence auprès des décideurs et de l'opinion publique ! Car, si bien des progrès ont été accomplis, il reste encore énormément à faire.

Abdellah Berghachi

LE DERNIER NUMÉRO?

Hiver 2003. Alter Ego va mal. On murmure même que le n°39 pourrait être le dernier du nom. Pourtant, loin de se laisser aller à la résignation, Lia Cavalcanti nous livrait un éditorial plein d'espoir. C'est avec fierté que nous le reproduisons dans ce n°100!

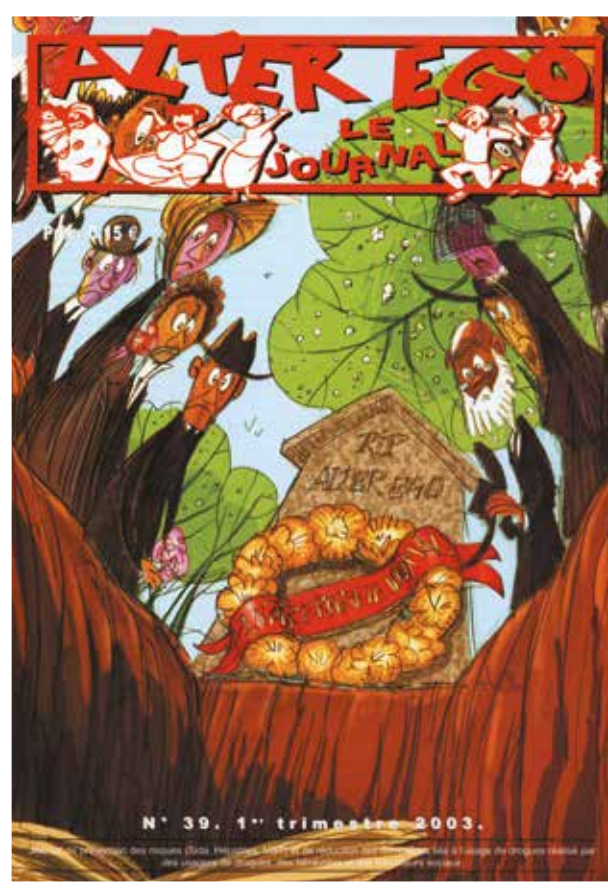
Une revue n'est-elle pas un luxe dans une structure d'accueil bas seuil pour toxicomanes? A quoi peut-elle servir au juste? A faire plaisir à l'équipe? A se faire mousser? A quoi bon se battre autant pour quelque chose qui n'est pas essentiel?

C'est ainsi que nous arrivent les commentaires en off qui font suite à la crise financière qui menace notre association et plus particulièrement Alter Ego le journal. Et malgré les multiples commentaires de soutien et solidarité, nous pensons que ces questions méritent des réponses claires et directes.

Oui, une revue sert beaucoup et de multiples façons. Elle sert tout d'abord à communiquer, à aller vers l'autre, à se rencontrer, à se poser des questions et à fournir des pistes pour trouver des réponses, à donner des informations et à en recueillir, à se présenter et à s'expliquer, à créer un espace où l'autre peut lui aussi donner son opinion et développer son point de vue, à échanger. Puisque un journal sert aussi à travailler ensemble, à sortir de son enfermement, et à faire avec les autres: on y apprend le respect de la différence.

Mais une revue permet aussi l'expression des personnes qui habituellement n'ont pas droit à la parole, puisqu'elles n'ont pas l'habitude d'être écoutées. Elle permet à chacun de découvrir des talents qu'ils

ne soupçonnaient pas: dessiner, raisonner, faire des poèmes. Une revue



est parfois un moyen d'expression d'un «trop plein», pour exprimer son coup de gueule autrement que par la violence physique. Et elle sert à apprendre des choses qu'on ne savait pas pour mieux se protéger et aussi pour protéger les autres. Elle apprend aussi à respecter l'environnement et elle donne la parole à ceux qui habitent le quartier. Parce

que, eux aussi, ont le droit d'exprimer leur désarroi et parfois leur coup de gueule. Et même, de temps en temps, leur joie.

Elle sert aussi à améliorer l'écriture de ceux qui ne la maîtrisent pas, pour qu'elle soit enfin domestiquée, et pour qu'on puisse parler autrement. Cette revue nous apporte donc des mots pour mieux dire ce que l'on a longtemps désiré exprimer sans savoir trop comment. Et elle emporte ces mots à travers le quartier mais aussi vers d'autres terres lointaines, qui découvrent ainsi qu'à la Goutte d'Or, on se permet le luxe de se battre pour nos idéaux; que la parole n'est pas un luxe mais un droit inaliénable de l'homme; qu'elle est aussi importante que la nourriture et le toit; que c'est la parole qui nous rend définitivement humains — sujets de notre histoire, avec passé, présent et avenir. Et c'est pour tout ça et

surtout pour tout ça que nous nous battons pour Alter Ego le journal — parce que c'est notre parole. Et cette parole se répand et interpelle. Elle est écoutée par des personnes qui parfois ne comprenaient pas grand chose à notre travail et par d'autres qui se doutaient de son intérêt mais quand la parole est respectueuse et honnête, elle est comprise.

Lia Cavalcanti

ALTER EGO

Indissociable de l'histoire de l'association ESPOIR GOUTTE D'OR

L'histoire d'Alter Ego est indissociable de l'histoire du centre « Espoir Goutte d'Or » et de son rapport étroit au quartier du 18^{ème} arrondissement parisien.

Rappelons tout d'abord que le nom de notre quartier vient du nom d'un petit hameau et de son auberge – tous deux nommés « Goutte d'Or » – où l'on buvait au 19^{ème} siècle un vin blanc issu des vignes dorées de Montmartre. Des consommateurs dans une auberge... L'histoire ne date donc pas d'hier dans ces ruelles du 18^{ème} !

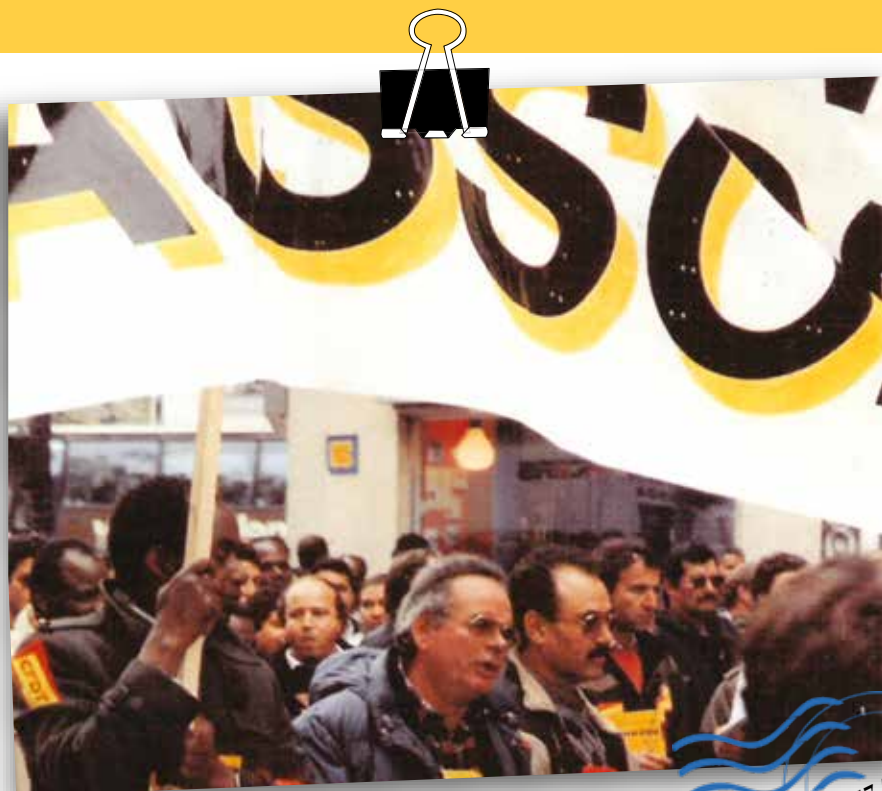
L'ancrage historique d'EGO au plus proche du quotidien des consommateurs de drogues et de leurs proches (familles, voisins, commerçants) a permis de légitimer ses actions dans la durée, suivant une approche de santé communautaire.

Le premier numéro d'Alter Ego paraît en mai 1990. Ce support de communication, créé pour et avec les usagers de drogues, a toujours eu pour objectif de relayer l'un des principes fondateurs d'EGO : déstigmatiser la problématique de la « toxicomanie » afin de réduire la distance entre les consommateurs et l'ensemble de la population. Ce journal vise à relier les actions d'EGO à celles qui sont menées plus largement sur le territoire.

La relecture des anciens numéros permet d'effectuer un voyage dans le temps, un retour dans les années 80, celles qui ont vu naître la plupart des associations encore présentes et actives aujourd'hui dans ce quartier.

Il apparaît alors évident que l'énergie et la solidarité qui caractérisent la Goutte d'Or sont liées aux combats menés avec force et détermination par ses habitant(e)s et les associations qu'ils/elles ont contribué à constituer.

S'il est impossible d'énumérer une liste exhaustive des acteurs incontournables



Bernard Masséra un « métallo » à la Goutte d'Or

« Nous avons inventé des manifestations pour donner envie aux gens de venir à la Goutte d'Or et montrer qu'il n'y avait pas à avoir peur. La première initiative a été le cross de la Goutte d'Or, un peu sur le modèle du marathon de Paris, où des équipes internationales sont venues pendant des années courir un dimanche matin dans les rues du quartier. L'autre a été d'organiser un concert avec une vraie tête d'affiche dans l'église St-Bernard. C'est là l'origine de la Fête de la Goutte d'Or. Il s'agissait de montrer qu'on vivait dans un quartier comme les autres, en plus de la mobilisation sur les questions architecturales. »

Témoignage de Bernard Masséra, Alter Ego n°57, 2008.

de cette vie associative passionnée et passionnante, de nombreuses pages ont permis, dans Alter Ego, de mettre à l'honneur certains partenaires et de relayer l'actualité du quartier.

Ainsi un portrait de Bernard Masséra, paru dans le numéro 57, souligne l'engagement militant de cet habitant dont le visage est bien connu de nos associations. Et pour cause : Bernard s'implique dans le quartier depuis quelques

40 ans. Il est l'un des membres fondateurs d'une association d'habitants qui existe toujours, « Paris Goutte d'Or ».

Pour ce numéro anniversaire, nous avons fouillé dans les archives d'Alter Ego puis extrait certains portraits ou articles issus des rubriques dédiées année après année à l'actu du quartier : « Echos d'EGO », « Éclats Goutte d'Or », « Vie de quartier », « Notre Goutte d'Or », « La Goutte d'Or en fête » ...

Le square Léon

Puis nous avons rappelé Bernard, afin de recueillir ses commentaires, souvenirs ou anecdotes, et pour évoquer des moments forts ou emblématiques de la construction du tissu inter-associatif. Il y aurait de quoi écrire un livre tant il se souvient avec précision de chaque histoire, en témoignent par exemple les premiers pas de l'EGDO :

Nous sommes à la fin des années 70... Bernard raconte qu'à la place de l'actuel square Léon (Alter Ego n° 52), la destruction d'immeubles avait laissé place à une petite colline en friche. On appelait cet endroit « les Démol » (un raccourci pour parler des immeubles démolis). Sous l'impulsion d'un grand frère rassembleur, Youcef Kaid dit « Dadi », certains jeunes décident d'effectuer un grand nettoyage pour y installer un terrain de foot. Les matchs attirent évidemment de plus en plus d'enfants. Dadi, soutenu par certains habitants dont Simone Viguier (portrait n°1), fonde en 1978 l'association EGDO (Les Enfants de la Goutte d'Or), le premier club de foot du quartier qui connaîtra un énorme succès (plus de quatorze équipes 25 ans plus tard !).



« 1983. Une montagne, avec un escalier rue Polonceau qui menait à la rue Léon. Il y avait comme un petit jardin où les gens du quartier venaient se reposer et des buissons où certains marginaux s'adonnaient sur des sortes de barils à des jeux de hasard, trois cartes et des dés. En 1990, avec de grands tracteurs et des bulldozers, la municipalité a complètement rasé la colline pour l'aplanir et ont commencé à faire le parc. Au départ le square n'était pas fermé, ce n'est que quatre ou cinq ans plus tard que des grilles ont été placées avec la fermeture le soir 19h. Il y avait même un petit bassin au coin de la rue Léon avec des poissons rouges. »

Témoignage d'un ancien habitant de la rue Myrha, Alter Ego n°52, 2007.



N°96/2018

Comme chaque année, le quartier de la Goutte d'Or s'anime tout particulièrement le dernier weekend de juin à l'occasion de la Fête de la Goutte d'Or. Les habitants, associations, commerçants du quartier se mobilisent tout au long de l'année pour faire de cet évènement un moment de convivialité, de partage et de fête. EGO était référent du Village festif qui s'est tenu au square Léon, avec pour thème le monde animal. De nombreuses associations ont proposé des ateliers, des animations et les poneys ont baladé les enfants du quartier. Nous avons proposé une ferme pédagogique au square Bashung, mêlant lectures de contes et intermèdes musicaux. La ferme, avec les moutons, lapins, chèvres et l'âne, a rencontré un vif succès auprès des petits et des plus grands qui étaient ravis de pouvoir caresser, nourrir et parfois tirer les poils des animaux ! Dans l'ensemble, la Fête s'est bien déroulée malgré la concurrence de la coupe du monde de football et la chaleur !

Fête de la Goutte d'Or, Alter Ego n°96, 2018.

La Goutte d'Or en Fête

A la même époque une autre association, L'ADCLJC (Association pour le Développement de la Culture et des Loisirs des Jeunes de la Chapelle), organise une petite fête annuelle sur « les Démol ». Il s'agit d'abord d'un week-end festif autour d'un méchoui, d'un mât de cocagne et de musiciens du quartier.

A partir des années 80, la mobilisation des habitants et l'engagement d'associations, comme Paris Goutte d'Or, permettent de faire entendre la voix des habitants et d'organiser une forme de résistance face au projet de restructuration immobilière qui concerne alors la Goutte d'Or.

En plus d'organiser un grand moment festif avec les habitants, la fête doit contribuer à casser l'image négative associée au quartier, entretenue par les trafics, la prostitution, l'abandon de certains services publics et l'insalubrité de nombreux immeubles. Le comité de la Fête cherche à attirer des personnes extérieures au quartier. Des concerts de qualité privilégiant les musiques traditionnelles des différentes communautés sont organisés dans l'église St-Bernard. Le tissu associatif s'étoffe ainsi progressivement et la fête annuelle s'étend sur toute une semaine. Un cross organisé par les habitants - reconnu par la fédération d'athlétisme - fait venir des sportifs professionnels, parfois même de l'étranger.

La fête grandit et mobilise de plus en plus de bénévoles. Des groupes de musique plus renommés s'y produisent (l'orchestre National de Barbès, 113, Amadou et Mariam...), tandis que les plus jeunes organisent, sous l'impulsion de l'association ADOS



(Alter Ego n°54), une scène ouverte qui devient l'un des moments forts de la fête. « La Goutte d'Or en Fête » devient un évènement majeur, très attendu chaque année par les habitants et les amoureux du quartier. Longtemps portée par l'ADCLJC, l'organisation de la fête annuelle est assurée depuis 2006 par l'association de la Salle Saint-Bruno. Créée en 1991, la SSB soutient, mobilise et anime le réseau de partenaires (habitants, associations, institutions...) présents sur le territoire.

Les débuts d'EGO

Vient ensuite l'époque de la création d'EGO : En 1985 Bernard habite rue des Gardes, dans le même immeuble que Léila Chala (portrait n°2), qui sera la première salariée d'EGO. A cette époque, de nombreuses familles du quartier sont directement concernées par le problème de la consommation d'héroïne, qui prend beaucoup d'ampleur. La mort par overdose d'une jeune célébrité est un élément déclencheur : Léila et ses amis mobilisent des habitants et certains professionnels, dont Dominique Tardivel (portrait n°3) le pharmacien de la rue Léon, qui sera président d'EGO pendant plus de 20 ans. Un collectif émerge et tente d'apporter bénévolement des réponses pragmatiques et un soutien aux usagers. Lorsque Lia Calavacanti (portrait n°4) les rejoint (elle travaille à cette époque en tant qu'éducatrice à l'ADCLJC, le club de prévention du quartier), ils créent l'association EGO. Parmi les soutiens de la première heure, il faut citer Michel Neyrneuf (portrait n°5), (qui était alors président de Paris Goutte d'Or), Simone Viguier, Noëlle Savignat, René Favre, Patrick Gosset (directeur

de l'ADCLJC à cette époque) ou encore Anne Coppel (portrait n°6), jeune sociologue qui deviendra l'une des principales références de la politique de réduction des risques en France.

La Goutte d'Or

Lorsque nous demandons enfin à Bernard ce qui caractérise selon lui la Goutte d'Or aujourd'hui, il répond sans hésiter « la solidarité ». Ce quartier reste chaleureux, même s'il doit affronter de façon récurrente des réalités difficiles telles que la grande pauvreté et les situations d'exclusion. Il a connu de grandes transformations avec les différents plans de rénovation, et l'arrivée de nouvelles populations. Mais la souffrance est toujours là, et les habitants doivent faire preuve de générosité et d'imagination. Bernard déplore cependant le manque de moyens alloués à l'accueil et à l'intégration des étrangers. Il regrette également que les habitants ne soient pas

davantage soutenus et accompagnés pour rester du côté des associations.

Concernant la consommation des drogues, Bernard estime que les équipes d'EGO ont fait beaucoup avancer la compréhension du problème du côté des riverains de la Goutte d'Or. Il manque cependant, d'après lui, un travail plus général de médiation pour obtenir l'adhésion des riverains sur la nécessité de la mise en place des structures de réduction des risques. En effet, le problème des consommateurs de drogues à la rue rend le quotidien très difficile aussi bien pour les usagers que pour les riverains. La solution n'est pas une compétence uniquement dévolue aux pouvoirs publics, tout le monde doit s'engager d'une façon ou une autre. Bernard conclut : « nous devons continuer à aider les habitants à s'impliquer, tout autour de ces lieux où l'humanité est cassée. »

Claire Noblet



Le 15 novembre dernier, plus de 200 personnes étaient réunies pour fêter les 80 ans de Bernard Massera. Dans une atmosphère chaleureuse et très festive, ses nombreux amis, voisins, copains d'usine, et les nombreuses associations présentes ont mis à l'honneur et remercié cet homme inépuisable, toujours prêt à rendre service. Nous lui sommes tous très reconnaissants.

La caisse à outils de la RÉDUCTION DES RISQUES

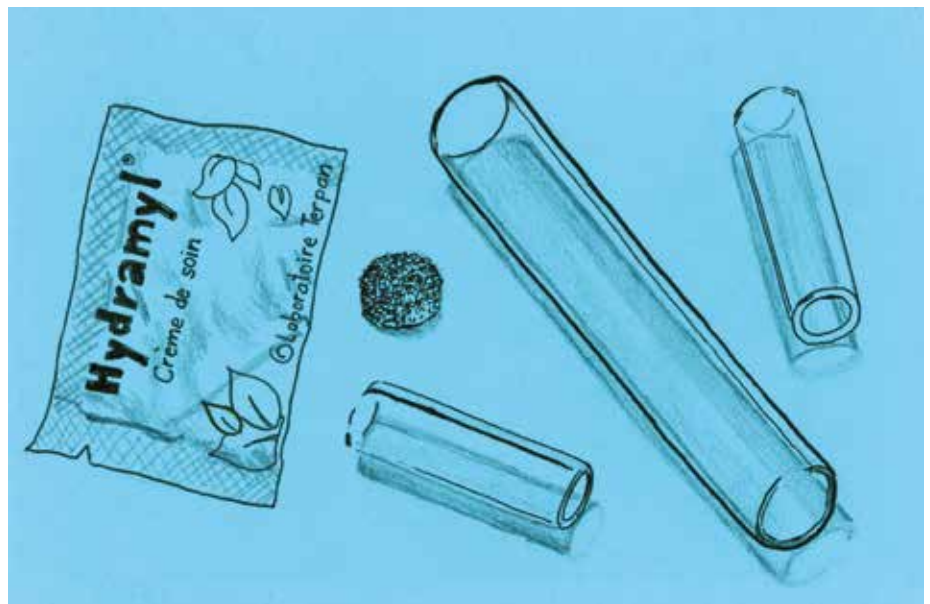
La réduction des risques a toujours été au cœur de la mission d'EGO. Nous profitons de ce 100^{ème} numéro d'Alter Ego pour revenir sur les différents outils proposés.

La majeure partie des consommateurs de drogues fréquentant EGO a intégré les messages de réduction des risques et contribue à les diffuser. Une étude réalisée par l'INSERM¹ en 1999 montrait que 18% des usagers partageaient leurs seringues contre seulement 9% en 2008, comme nous l'écrivions dans Alter Ego n°32. La quantité de matériel distribuée à EGO est, elle, en constante augmentation : 93 672 seringues ont été distribuées en 2018, contre 61 806 en 2017 ; 37 133 kits de crack contre 26 053.

Les outils pour inhaler

Nous avons retracé l'évolution du Kit Base dans Alter Ego n°87. A l'origine, les usagers de crack utilisaient un doseur à pastis pour fumer (d'où l'utilisation du terme « doseur »), mais cet outil très prisé se cassait facilement. La pipe est alors passée par différentes formes comme la pipe droite en pyrex, avec ou sans coude en cuivre. Les usagers avaient l'habitude de fabriquer les grilles (à mettre au bout de la pipe pour fumer) avec des câbles de frein de vélo. Après un long processus d'évaluation en 2003, EGO a proposé le premier outil de réduction des risques pour la consommation du crack : le Kit Base.

1. INSERM (dir.). Réduction des risques infectieux chez les usagers de drogue. Rapport. Paris. Les éditions INSERM, 2010, XII-573)



Il comprenait alors du papier d'aluminium troué et des élastiques.

Le Kit Base sous sa forme actuelle comprend une pipe droite en verre borosilicate, deux grilles, une crème hydratante et deux embouts. Il a été développé par un collectif issu des centres s'occupant des consommateurs de drogues du nord-est parisien². Les Kits Base ne sont pas conçus pour un usage unique à la différence des kits pour l'injection.

Les outils d'injection

Les anciens du quartier qui fréquentent EGO expliquent que le Steribox sous sa forme cartonnée n'a pas existé tout de suite. Le conditionnement (seringues, Stericup, eau PPI et tampons alcool) était réalisé par les

2. Il s'agit des associations Aides, Charonne, EGO, Gaïa, Proses, CASAT la Terrasse et du groupe SOS. Le kit a été évalué dans le cadre d'une recherche soutenue par l'ANRS initiée en 2008 avec l'InVS et le CESAMES.

usagers eux-mêmes. STEP a gardé ce fonctionnement, la distribution de seringues continue de se faire au détail.

En effet, selon les modes de consommation et les produits consommés, les seringues et les aiguilles peuvent être de tailles différentes. Les filtres ont aussi connu plusieurs évolutions. Dans Alter Ego n° 97, Eléonore Alwest, qui est une usagère de nos structures, prévient :

« Ami, quand tu t'injectes un médoc, tu dis le filtrer, ça fait longtemps que tu as accepté ce conseil. Je t'en donne un meilleur : filtre-le quatre fois ! ».

Il y a des usagers qu'utilisent encore un filtre en coton ou un filtre à cigarette.

Désormais, des filtres plus adaptés comme les Sterifiltres ou les filtres toupie sont distribués. Comme l'explique Nicolas Bontemps dans Alter Ego n° 94, ces

filtres ont pour particularité de mieux filtrer les éléments nocifs pour la santé, comme certains excipients des médicaments et même des bactéries. C'est ainsi que l'on peut éviter les abcès, poussières³, et autres désagréments.

Les autres outils ont eux aussi évolué : La cuillère est devenue une Stericup en aluminium (disponible en deux tailles), les chaussettes et ceintures sont devenues des garrots en plastique (cranté ou non, en latex ou non), et l'acide citrique est devenu de l'acide ascorbique, ce qui permet d'éviter les brûlures. Attention, tout le matériel lié à l'injection doit être à usage unique !



Les outils du sniff⁴

Alter Ego n°35 consacre un article entier, rédigé par l'équipe de STEP, au Kit Sniff. Ce kit était composé d'un miroir, un pilon, une cartonnnette, deux pailles, des cotons-tiges imprégnés de produit cicatrisant, des mouchoirs et un préservatif.

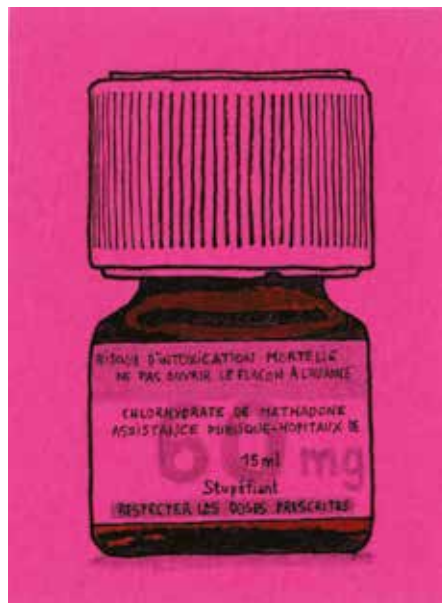
Ce kit n'est plus distribué à STEP, il a été remplacé par les Roule-Ta-Paille. Ces carnets de papier permettent de créer des pailles à usage unique en roulant les feuilles. Ils ont été inventés à Marseille par des intervenants en RdR dans le milieu festif. Des conseils relatifs au sniff sont inscrits sur chaque feuille.

3. Réaction du corps semblable à une septicémie lors de la présence d'une bactérie dans le sang.

4. Le sniff évoque la consommation de cocaïne par inhalation.

Les outils contre les overdoses

Les overdoses sont malheureusement fréquentes. Afin de prévenir les décès, les CAARUD sont habilités à distribuer des kits de naloxone. L'action de la naloxone se manifeste en quelques minutes, mais son effet est de courte durée. Cette molécule est proposée sous deux formes. Alter Ego n° 94 fait état de la naloxone en kit intranasal : le Nalscue. Il contient une dose à administrer dans chaque narine, normalement suffisante pour réveiller la personne. Il est encore très peu disponible en France. Depuis peu, il existe un autre kit en intramusculaire : le Prenoxad, qui contient cinq doses à administrer. Il peut être diffusé aux usagers et à leur entourage.



Le préservatif

La RdR est apparue il y a une trentaine d'années avec le début de la lutte contre le virus du VIH. Qu'ils soient internes ou externes, les préservatifs restent la base de la RdR. Les Steribox en contiennent toujours un. Chez STEP, des gels lubrifiants sont également distribués afin d'éviter la rupture du préservatif et d'éventuelles lésions liées aux pratiques sexuelles.

Les Traitements de Substitution aux Opiacés (TSO)

Les Traitements de Substitution aux Opiacés sont utilisés pour traiter le syndrome de manque qui se produit dès qu'une personne dépendante arrête la consommation. Nous pouvons citer parmi eux la méthadone et la buprénorphine.



Les espaces de consommation

La première Salle de Consommation à Moindre Risque (SCMR) a ouvert à Paris en 2016, à côté de l'hôpital Lariboisière et de la Gare du Nord, suivie par l'ouverture d'une seconde salle à Strasbourg. Les SCMR ont dû faire face à divers obstacles pour voir le jour. Si l'INSERM avait recommandé leur implantation en 2010, il a fallu attendre un changement dans la loi de santé en 2016 pour voir le projet aboutir.

Les SCMR permettent de réduire les risques liés à la pratique de l'injection, d'éviter les overdoses mortelles, ainsi que de créer du lien avec des usagers très éloignés des structures d'accompagnement. Or, suite à l'accroissement de la consommation du crack dans le nord-est parisien, des projets d'ouverture de SCMR dédiées aux usagers de crack mûrissent dans la pensée des acteurs du territoire.

L'importance du dialogue

La distribution de matériel n'est qu'un aspect de la réduction des risques. Il ne suffit pas de construire des structures.

La réduction des risques est l'effet d'un dialogue. Les consommateurs de drogues ont aussi un rôle actif à jouer en diffusant autour d'eux ces pratiques.

Enfin, grâce aux moyens mis à leur disposition et leur sens de la pédagogie, les intervenants mettent le dialogue au cœur du dispositif.

Mélanie Gros et
Clémentine Lalot-Jadot

ET LA SANTÉ, ÇA VA ?

Suite à une prise de risque

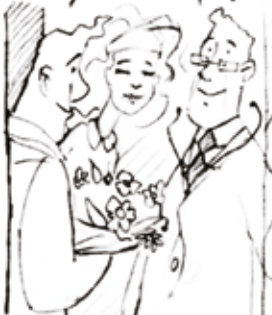
scenario: didier zanes
dessins: fil

Samedi 18h00 Dans un Squatt à Panama...



(* protéine du virus qui n'est visible que dans cette période)

Une semaine après...



Lorsque vous viendrez chercher vos résultats vous serez à nouveau reçu par un médecin

Attention, le test de la recherche d'anticorps P.L.H n'est pas très sensible et n'est donc pas fiable à 100%



Un résultat négatif peut signifier que le test n'a pas été effectué au bon moment

Un résultat positif signifie presque toujours une contamination par le VIH.



4 semaines après le risque et 3 mois... 3^{ème} étape

La recherche des anticorps



chez une grande majorité de la population



Les anticorps anti VIH (détectés par le test ELISA) sont apparus lors de la 4^{ème} semaine après le risque vous serez accueillis de la même

manière que pour la recherche de l'anticorps P.L.H entretenir avec un médecin prise de sang



Si le résultat révèle une séropositivité, un second test de confirmation:



Le Western Blot

sera obligatoirement effectuée

Si le résultat révèle une séro-négativité...



Il est fortement conseillé d'effectuer un nouveau test ELISA.

3 mois après le risque (vous pouvez faire partie de la minorité de la population...)



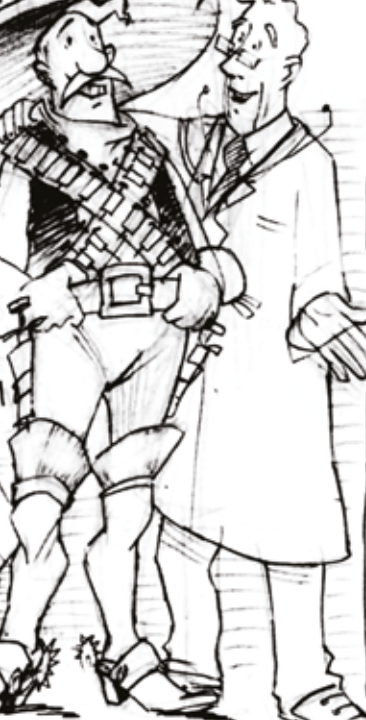
Pourquoi les anticorps apparaissent-ils entre la 1^{ère} et la 12^{ème} semaine après le risque?

à 3 mois après le risque le test ELISA est fiable à 100%



Il ne sera donc pas nécessaire d'en faire un autre par la suite si bien sûr, vous n'avez pas eu d'autres conduites à risque

3 mois après le risque vous êtes séro-négatif N'oubliez pas... UNE SÉRO-NÉGATIVITÉ = UN SHOOT



Le préservatif est le seul moyen efficace de protection contre le SIDA et autres MST lors d'un rapport sexuel

FIN

* anticorps = ce que le corps "développe" lorsqu'il est en présence d'un élément étranger (par exemple: un virus) afin de le combattre.
* Les tests peuvent également être effectués sur prescription médicale dans un laboratoire d'analyse.

SANS-PAPIERS

La situation difficile des personnes migrantes en France a souvent été traitée dans *Alter Ego*. Pour ce 100^{ème} numéro, nous avons choisi de revenir sur quelques-uns de ces articles.

Déjà en 1996, l'*Alter Ego* n°15 s'engageait en faveur des migrants dans un éditorial au titre explicite « NOUS SOMMES TOUS SANS-PAPIERS » en écho à la triste journée du 23 août. Depuis l'église Saint-Bernard où ils s'étaient réfugiés avec l'aide du curé Henri Coindé, 300 étrangers militaient pour leur régularisation. Un important dispositif policier fut alors mis en place, la porte de l'église ouverte à coups de bélier, et les étrangers envoyés en centre de rétention. Cet épisode douloureux a marqué durablement la mémoire de ce quartier solidaire et accueillant. A la goutte d'Or, en effet, nous estimons

que chacun a le droit de séjour et nous battons au quotidien pour développer le « vivre ensemble ».

Nombreux bénéficiaires des services d'EGO ne possèdent pas de papiers, y compris lorsqu'ils sont de nationalité française. *Alter Ego* n°89 propose un dossier spécial intitulé « vivre sans papiers ? ». A EGO, nous rencontrons différentes générations de « sans-papiers ». Les nouveaux arrivants sont en général originaires du Maghreb, d'Afrique, mais aussi de certains pays de l'ex-bloc soviétique (Ukraine, Géorgie, Tchétchénie...).

Un certain nombre de ces personnes désirent s'intégrer dans un processus de soins, d'autres avoir accès au travail et pouvoir s'insérer dans la société. Dès lors, pour chaque demande, nos équipes pluridisciplinaires essayent de traiter le problème de manière globale, en tenant compte de l'aspect médical, psychologique et social. Nous mobilisons

nos travailleurs sociaux, nos conseillers juridiques et nos partenaires. Mais, s'engager dans un processus de soins quand on est en situation irrégulière relève d'un parcours du combattant, car, malgré la forte mobilisation des personnes accueillies et des équipes, les entraves administratives demeurent.

Notre action doit donc composer avec ces logiques contradictoires. Et, s'il arrive parfois que les usagers qu'on accompagne obtiennent un titre de séjour permanent donnant accès à l'emploi, d'autres n'obtiennent qu'un titre de séjour provisoire, que l'administration peut remettre en cause sous divers prétextes. L'un des usagers avait reçu par exemple un titre de séjour pour raison médicale. Il put commencer à travailler tout en suivant un traitement contre son hépatite et son addiction. Il s'était malheureusement vu refuser sa prolongation une fois son hépatite guérie.

Sans-papiers, Choukri, Claude et JPK donnent de leurs nouvelles

En 2016, dans le numéro 89 d'*Alter Ego*, nous avons évoqué le quotidien de trois usagers en situation irrégulière. Ils ont bien voulu nous raconter leur situation trois ans plus tard.

Choukri, 53 ans, en France depuis 31 ans.

Choukri a surmonté toutes les galères : l'addiction à la drogue, l'hépatite C, de multiples incarcérations. Usager d'EGO depuis 2011, il a multiplié les titres de séjours provisoires pour soins et les petits boulots, jusqu'en janvier 2016 où il se voit refuser une nouvelle prolongation par la préfecture. Toujours malade et dans l'impossibilité de se soigner dans son pays d'origine, Choukri était alors miné par la peur de rechuter dans la drogue et de retourner en prison. Il gardait toutefois l'espoir de régulariser enfin sa situation après avoir passé plus d'un quart de siècle en France.

« Présentement, ma situation n'a pas évolué comme je l'imaginai. Je suis encore prisonnier des médicaments et de la France. J'ai perdu plusieurs membres de ma famille, notamment mon père, ma mère ainsi que mes frères et sœurs restés en Tunisie. Je ne peux pas y retourner, car je

suis sous traitement. De plus, sans titre de séjour, je ne pourrais pas revenir, si je décidais de rentrer. J'aurais trop peur alors de ne plus pouvoir me soigner et les répercussions risqueraient d'être délicates, compte tenu des effets secondaires. Il y a quelques mois, grâce à l'accompagnement de l'aide juridictionnelle et de l'assistante sociale, toutes les OQTF (obligation de quitter la France) ont été annulées. Je suis aussitôt parti à la préfecture pour me faire régulariser, mais j'ai été rattrapé par une condamnation qui date de 1992.

Nous avons entamé un recours. Je suis optimiste, car après toutes ces années en France, quelle que soit ma situation, j'estime avoir au moins droit à un titre de séjour. D'autant plus que je suis malade. J'ai des droits à la MDPH (maison départementale des personnes handicapées) dont je ne peux toujours pas bénéficier, dans l'attente de ma régularisation.

Mon objectif à court terme est d'obtenir un titre de séjour. Je pourrai alors profiter

de mes droits avec la reconnaissance de personne en situation de handicap et vivre dignement. J'aimerais également pouvoir me recueillir devant la tombe de mes parents, et passer du temps avec le reste de ma famille. Je continuerais de venir France pour poursuivre les soins que je ne peux pas avoir en Tunisie. »

Claude, 45 ans, en France depuis 21 ans.

Originaire du Congo-Kinshasa, Claude a fait dès son arrivée en France une demande d'asile dont il n'aura jamais de nouvelles. Tombé peu à peu dans la drogue pour « tenir », il vivote comme il peut avant d'être frappé deux fois par le sort en 2011 : il fait trois semaines de prison pour avoir été au mauvais endroit au mauvais moment, puis reçoit une OQTF. C'est alors qu'il commence à fréquenter les structures pour les usagers de drogues. Son combat pour se faire régulariser n'avait pas cessé lorsque



nous l'avons rencontré en 2016. Il nous confiait aussi rêver d'une rencontre amoureuse et retrouver du travail pour se sentir utile.

« À ce jour, sur le plan administratif, c'est presque le statu quo. Mais sur le plan social, j'ai trouvé la vie affective dont je rêvais. Car, durant ces trois années, grâce à l'accompagnement d'Ego, l'assistante sociale a pu me trouver un hébergement stable et pérenne dans un hôtel mixte. Là-bas j'y ai fait de belles rencontres. Et particulièrement sur le plan amoureux.

Aujourd'hui, j'ai repris goût à la vie. De plus, je me sens de nouveau utile, vu qu'il m'arrive de faire du bénévolat à l'accueil du CARRUD et dans un restaurant solidaire. Les cheffes de service m'encouragent et m'offrent parfois des petits cadeaux.

Je me sens vraiment inséré dans la société malgré l'absence d'autorisation de séjour. Je garde encore espoir que la prochaine demande aboutira. Dans cette démarche, Ego m'a aidé à obtenir un passeport. Je suis actuellement en train de rassembler tous les autres justificatifs nécessaires pour posséder mon titre de séjour.

Si je suis régularisé, mon projet de vie est de pouvoir travailler, épouser une femme, fonder un foyer, progresser dans la vie et

rattraper toutes ces années de galères, dont la plupart résultent directement de ma situation de sans-papier. »

JPK, en France depuis 39 ans.

Originaire de Djibouti, JPK est arrivé en France à l'âge de 16 ans. Son intégration se passe pour le mieux. Il obtient ses papiers sans problème, puis le bac dans un lycée toulousain et décide de poursuivre des études d'histoire et de géographie à la fac.

Les malheurs commencent en 2000 quand il est accusé à tort d'avoir usurpé son identité et se retrouve en centre de rétention. Il apprend alors que sa nationalité française lui a été retirée. Aidé par la juriste d'EGO, il venait d'obtenir en 2016 un titre de séjour valable pour neuf mois, après seize années de procédures judiciaires.

« J'ai 60 ans aujourd'hui. Je suis arrivé en France durant ma tendre jeunesse. Après seize ans d'attente et de procédures interminables, j'ai obtenu un titre de séjour valable pour neuf mois qui a ensuite été renouvelé tous les trois mois pendant deux ans.

Durant ces deux années, j'ai travaillé à Emmaüs de vingt-cinq à vingt-six heures

par semaine, dans un parcours d'insertion professionnelle.

Cela avait énormément changé ma vie. Je vivais de mon salaire. J'avais un logement stable à la Bastille, j'avais une carte bleue et le nécessaire pour vivre dignement.

Seulement, il y a un an l'ambassade a refusé de renouveler mon passeport, car, entretemps, les règles d'attribution de la nationalité djiboutienne avaient changé. C'est le droit du sang qui prévalait désormais, tandis que mes deux parents sont d'origine étrangère. Je ne correspond donc plus aux nouveaux critères.

À ce jour il est impossible pour moi d'obtenir les documents nécessaires auprès de l'ambassade de mon pays de naissance. Face à cette nouvelle tournure de ma situation, le juriste d'Ego m'a proposé d'exploiter la piste d'apatride.

Nous avons ainsi envoyé un dossier d'apatride et reçu l'accusé de réception de l'administration.

Je vis dans l'espoir d'une issue heureuse, qui me permettrait sans doute d'avoir une meilleure qualité de vie et de reprendre un travail. Mon projet de vie est d'être en situation régulière, vivre en toute autonomie, payer mon loyer, remplir mon frigo, vivre tout simplement. »

Dieynaba Kaba

alter ego / les Femmes et la consommation

La consommation de drogues touche aussi bien les femmes que les hommes. Pour autant, sont-ils égaux face aux problèmes de l'addiction et de la précarité ?

L'accueil et l'accompagnement des femmes sont au cœur des préoccupations des structures comme EGO. Retour sur quelques pistes de réflexion parues dans les numéros précédents d'Alter Ego.



Il existe encore aujourd'hui un énorme tabou concernant les consommatrices de drogues et les femmes à la rue. En effet, notre regard social continue de voir les femmes comme des mères potentielles et de les réduire à cette image stéréotypée.

En 1998, nous abordions déjà les problèmes de la grossesse, du VIH et de la toxicomanie, et notamment la manière dont les femmes vivaient leur maternité :

« [...] En dehors de tout aspect personnel, nous avons les uns et les autres, y compris les femmes elles-mêmes, des représentations de la maternité, de la séropositivité et de la toxicomanie qui peuvent être contradictoires.

Le souci de la santé de l'enfant à venir oblige ces femmes à se poser de nombreuses questions, en particulier sur les effets des traitements antiviraux et de la substitution.

Entre ce qui est bon pour elles et/ou bon pour l'enfant, il n'est pas toujours facile de faire des choix. »

(Alter Ego n°22)

Dans le 65^{ème} numéro d'Alter Ego, nous remettons en perspective la situation de ces femmes consommatrices de drogues. Nous évoquons la soudaine prolifération des médicaments utilisés spécifiquement contre les troubles « féminins », comme les dépressions, l'anxiété ou ce qu'on appelait à l'époque « l'hystérie ».

La lutte féministe fit par la suite de la consommation de drogues un symbole d'émancipation : l'alcool et le tabac, autrefois considérés comme des substances masculines, appartiennent désormais également aux femmes.



Même si les femmes consomment au même titre que les hommes, leurs addictions ne sont pas vécues, ni perçues de la même manière :

« Si les hommes peuvent être considérés comme des marginaux voire des criminels, les femmes sont systématiquement considérées comme dévoyées voire prostituées, et même des mères indignes dont la société a la responsabilité de préserver les enfants »

(Alter Ego n°65)

Il devient ainsi beaucoup plus complexe et honteux pour une femme d'assumer son addiction et de demander de l'aide et de l'accompagnement. Le risque d'exclusion est aussi souvent plus important.

« Elles souffrent [...] davantage que les hommes des violences de rue et des conditions économiques »

(Alter Ego n°88).

Certaines se retrouvent également en situation de prostitution, parfois pour payer leur consommation ou celle de leur partenaire, bien que la situation inverse existe aussi :

« Nombreuses sont celles qui consomment pour supporter ces rapports sexuels tarifés »

(Alter Ego n°88).

Alter Ego a régulièrement mis à l'honneur la parole plurielle des usagères, dessinant des rapports différents à la rue, à l'addiction. Pendant que certaines considèrent que leur situation est semblable à celle des hommes consommateurs, d'autres mentionnent d'abord les difficultés spécifiques auxquelles elles sont confrontées (violences physiques, charge des enfants, etc.).

Penser l'accueil et l'accompagnement des femmes doit ainsi être une préoccupation majeure dans les structures. Nous avons déjà eu l'occasion de

relayer le travail de Horizons, un CSAPA (qui propose un accompagnement à la parentalité et à la maternité), et de l'espace femmes de La Boutique Charonne.

Même avec un espace dédié, il est encore rare de croiser des femmes au Centre d'accueil du CAARUD EGO. Largement minoritaires, la durée de leurs séjours est également plus courte. Les femmes ont davantage de mal à s'éloigner des sites de consommation. L'équipe mobile qui a vu le jour dernièrement, ainsi qu'un espace de repos Porte de la Chapelle à proximité des lieux d'achats, de consommation et de vie, sont des initiatives qui permettront, nous l'espérons, de créer du lien avec davantage d'usagères, leur garantir un meilleur accès aux droits et aux soins, et lutter contre leur désocialisation.

Aussi, tout l'enjeu de notre mission est de faire connaître et d'orienter efficacement les femmes vers ces structures d'accueil.

Camille Bertrand.

« La Garçonne »

Nouvelle image de la femme

Aujourd'hui, les femmes sont moins nombreuses que les hommes à consommer des drogues, mais il n'en a pas toujours été ainsi. A certaines reprises dans l'histoire des drogues en France, les femmes y ont été associées de façon importante. Retour sur quelques dates clés, sur fond d'émancipation individuelle et de crises sociales...

Au XIX^{ème} siècle, les drogues sont féminines. Ce sont des fées, « fée blanche », pour l'héroïne, « fée grise » pour la morphine, « noire idole » pour l'opium. Ces fées, ou plutôt ces sorcières, enchantent les hommes et les poussent à la déchéance. Mais les femmes en sont aussi les premières victimes. Plus que les hommes, ou du moins tout autant, elles se sont prises de passion pour la première drogue que la France ait connue, la morphine ; ce sont « les morphinées ».

Les « morphinées » ne revendiquaient pas de droits nouveaux ; il n'en est pas de même d'une nouvelle génération de femmes qui, après la première guerre mondiale, découvre à son tour les drogues, qu'il s'agisse d'alcool et de tabac, réservés traditionnellement aux hommes, ou encore, des drogues modernes comme la cocaïne. En 1916, une loi avait été votée : elle avait interdit l'opium, la cocaïne et la morphine qui, avant, étaient des médicaments : c'est la première loi de prohibition des drogues en France (la loi suivante sera votée en 1970). Les femmes comme les hommes qui consomment ces drogues après la guerre attachent peu d'importance à ce nouvel interdit ; la guerre vient de s'achever ; elle a été d'une violence inouïe et ceux qui ont échappé à la mort veulent en profiter.

« Paris est une fête », c'est le titre d'un livre d'Hemingway, un des Américains qui fuient la prohibition de l'alcool (interdit en Amérique de 1920 à 1933). Une frénésie « de danser, de dépenser, de pouvoir enfin marcher debout, crier, hurler, gaspiller » s'empare d'une foule où les classes sociales et les nationalités se mélangent. Pendant les années de guerre, les femmes avaient dû remplacer les hommes à l'usine, à l'hôpital, dans les champs ; souvent, elles avaient perdu leur mari et, par choix ou par nécessité, elles gagnent en indépendance et partent

à la conquête d'un nouvel univers. Les femmes arrachent leurs corsets, coupent leurs cheveux, choisissent leurs amants. Finies la décadence et la culpabilité, ces nouvelles consommatrices veulent faire la fête.



Un roman publié en 1922 décrit ces nouveaux comportements, c'est « la Garçonne ». C'est le titre d'un roman ; l'héroïne est une fille d'industriel qui découvre que le garçon auquel son père veut la marier aime une autre femme ; s'il accepte de l'épouser, c'est pour hériter de l'usine de son père. Aussi rompt-elle ses fiançailles et décide d'adopter « une morale identique pour les deux sexes. » Propriétaire d'un magasin, elle travaille, achète une voiture qu'elle conduit elle-même, et comme un homme, « couche au hasard de l'aventure ». Comme eux, elle boit de l'alcool et fume du tabac. Elle prise aussi de la coco, la drogue à la mode, « un vrai remède » dit-elle. Mais peu à peu, elle sent qu'un piège se referme sur elle ; l'opium, la cocaïne l'asphyxient.

Heureusement, elle rencontre un homme qui l'aime et la sauve de la drogue. « La Garçonne », à la recherche d'une nouvelle liberté, a expérimenté les drogues, mais elle en a compris les dangers ; elle renonce aux drogues, devenues synonymes de mort (elle ne renonce pas pour autant à ses nouvelles libertés).

Il faut attendre le début des années 70 pour que les drogues redeviennent à la mode en France, une mode qui vient d'Amérique avec un slogan « Sexe, drogues et rock and roll Vivre vite, intensément, être authentique et vivre ses désirs, c'est ce que les garçons recherchent ; les filles les accompagnent dans cette aventure, mais elles n'y jouent pas le premier rôle.

Avec l'arrivée de l'héroïne au cours des années 80, le monde de la drogue devient de plus en plus violent ; les femmes n'y ont pas de place. Le plus souvent, elles sont initiées par leur compagnon ; si le lien se rompt, la prostitution reste le seul moyen (ou le principal) pour se procurer de l'héroïne (et c'est la même chose avec le crack). Une fois enfermées dans le monde de la drogue, elles ont plus de difficultés que les hommes à s'en sortir. Les familles acceptent parfois que le garçon fasse des expériences et le plus souvent les mères continuent d'aider leur fils, les filles par contre sont méprisées de tous ; elles ont choisi « le mauvais chemin ». Pourquoi, alors, en consomment-elles ? Pour les mêmes raisons que les garçons : parce qu'elles se trouvent devant des portes fermées, les portes de l'emploi, les portes de l'indépendance, les portes de l'amour, parce que les drogues, dans un premier temps, apportent un soulagement...

C'est une aventure qui se termine mal, mais quelquefois, ce mal a pu être nécessaire ; le comprendre, c'est se donner les moyens de choisir, pour eux comme pour elles.

Anne Coppel



Politiques publiques en matière de drogues EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER

Les politiques publiques en matière de drogues ou à destination des usagers de drogues ont longtemps revêtu un caractère passionnel. Elles reposent sur deux axes diamétralement opposés : la répression et l'accompagnement des consommateurs.

L'axe répressif cherche à maintenir l'ordre public. Il a pour intention finale d'empêcher toute consommation de drogues en s'appuyant sur les forces policières et un arsenal juridique. Ce courant de pensée vit dans une certaine illusion, celle que l'on pourrait vivre dans des sociétés sans drogues. On pourrait qualifier cette approche d'utopique.

En effet les substances psychoactives accompagnent l'humanité depuis ses origines. Les premières traces de consommation connues remontent à plus de 8000 ans avec la découverte de l'opium. Le regard négatif sur la consommation de drogues se développe et s'accroît à partir du XXI^{ème} siècle avec la conférence internationale de 1909 se déroulant aux États-Unis, qui assimile la

consommation de drogues au milieu du crime. Howard Becker, sociologue, qualifie ces personnes comme étant des *entrepreneurs de morale*, c'est à dire des acteurs qui vont se mobiliser pour qu'un type de comportement ou une activité donnée soit catégorisée comme socialement déviante. Il ajoute qu'on ne doit pas penser les actions comme étant déviantes mais comme étant construites comme telles.

« On ne doit pas penser les actions comme étant déviantes mais comme étant construites comme telles. »

Le deuxième axe, quant à lui, s'oppose totalement et consiste à demander plus de flexibilité de la part de la société et du corps social afin de régulariser la consommation en mettant en avant les effets pervers des politiques répressives. L'intervention publique viserait ici à abolir les contraintes.

Un troisième axe ressort en matière de politiques publiques, et qui oscille entre répression et accompagnement : c'est la voie dite pragmatique.

Pour comprendre cela, il nous faut revenir sur cinquante ans de politique française sur les drogues et restituer un état des lieux de la situation actuelle. Nous en profiterons également pour revenir sur les moments forts de la politique en matière de réduction des risques depuis la loi de 1970, en observant notamment le passage de la clandestinité des actions à leur officialisation.

Les politiques publiques en matière de réduction des risques liées aux usages de drogues sont apparues dans les années 80. Elles avaient pour but de limiter les ravages provoqués par l'épidémie du Sida, ainsi que les overdoses chez les personnes consommant par voie intraveineuse. Malgré la volonté politique de pénaliser les usagers avec la loi de 1970, la consommation s'est fortement développée au cours de cette décennie. C'est à cette période, et notamment à partir des années 80, que des représentants des usagers, des personnes de la société civile et des médecins ont commencé à s'organiser et à lutter contre les résistances de la société pour promouvoir une politique de réduction des risques. C'est aussi à ce moment qu'EGO voit le jour et ouvre les portes de son centre d'accueil en 1987 pour répondre aux besoins des usagers de drogues dans le quartier de la Goutte d'Or et de la Chapelle. Il s'agit de l'une des premières structures à destination de ce public. EGO a fait le choix dès le départ de s'inscrire dans une dynamique

de quartier en lien avec le tissu associatif, le voisinage et les consommateurs. Aujourd'hui encore, et même si l'association s'est professionnalisée, EGO continue de mener son action en se basant sur les valeurs du collectif.

Pour tenter d'endiguer l'épidémie du Sida, qui faisait des ravages chez les usagers de drogues contaminés

par le partage de matériel de consommation, l'accès aux seringues sans ordonnance sera autorisé en 1987. Ce décret courageux, à l'initiative de Michèle Barzach, s'accompagnera de vifs débats dans la sphère politique et sociale ; il ne sera cependant pas suffisant pour endiguer la propagation du VIH.

Pour être plus près des consommateurs de drogues, et devant un cadre réglementaire clair, Médecins du Monde va lancer le premier programme d'échange de seringues à Paris. Cette démarche va être imitée et se développer au début des années 90, notamment dans les quartiers où les consommateurs sont présents. C'est ainsi qu'EGO va lancer à son tour l'opération « Pochettes-Pharmacies » en partenariat avec les officines du quartier en 1992, et muni de son slogan « *Le SIDA, ce n'est pas*

mon trip, je ne suis pas dingue ! Chaque fois, je change ma seringue ! » Ces pochettes contenaient un tampon alcool, une seringue et un préservatif. L'objectif était de promouvoir la prévention

des infections chez les consommateurs par voie intraveineuse et d'aider les pharmaciens à mieux appréhender leur rôle de santé publique. Cette action de six mois sera relayée dans Alter Ego n°6 qui consacrera une enquête aux bénéfices suscités. Le succès de ces actions va donner lieu à l'ouverture de STEP en 1995, le premier programme d'échange de seringues fixe ouvert 7 jours sur 7. Le local accueillait à ses débuts 20 à 30 usagers de drogues par soirée ; 150 le fréquentent aujourd'hui quotidiennement et continuent de recevoir des messages d'information et de prévention.

Au même moment d'autres revendications vont émerger, notamment l'accès aux traitements de substitution et un accès aux soins. La mobilisation du secteur associatif va commencer à payer, et la généralisation des traitements de substitution aux opiacés (Méthadone et

Subutex) va être mise en place (Alter Ego n° 9-10). Pour autant, à cette époque, les politiques publiques à destination des usagers de drogues ne répondent encore que partiellement aux problématiques qu'ils rencontrent. Il faudra attendre 2004 pour que la RDR devienne par décret une politique nationale de santé publique. Cela va se traduire par la création des CAARUD en 2005 et des CSAPA en 2007, engendrant une professionnalisation d'EGO et se traduisant par l'arrivée de travailleurs sanitaires et sociaux diplômés.

Il faudra attendre 2016 pour que la France rattrape son retard par rapport à ses voisins européens en ouvrant deux salles de consommation à moindre risque (SCMR) à Strasbourg et à Paris. Cette initiative permet de faire évoluer des politiques publiques trop longtemps orientées sur l'abstinence, comme le rappelle Alter Ego n°90. Notre journal a longtemps milité pour l'ouverture de ce type d'espaces en relayant à de nombreuses reprises les expériences menées à l'étranger (citons les Pays-Bas dans Alter Ego n°69 ou la Suisse dans Alter Ego n°68). La mission de ces espaces est d'offrir un endroit adapté aux populations très fragilisées qui consomment par voie intraveineuse, afin de limiter les injections dans la rue, les cages d'escaliers, les

sanisettes... Il s'agit donc à la fois de soulager les riverains, mais aussi d'accompagner et d'orienter les usagers. Le bilan de la salle parisienne est très positif. C'est dans cette démarche

que continue de s'inscrire l'association, en partenariat avec Gaïa, avec pour projet de transformer le nouvel espace de repos « Porte de la Chapelle » en salle de consommation pour les consommateurs de crack.

L'ouverture de ces SCMR permet d'élargir le débat. Pour autant, les politiques publiques à destination des usagers de drogues en France restent encore trop restrictives, et les débats font toujours rage entre prohibitionnistes et acteurs cherchant à abolir les contraintes. Beaucoup reste encore à faire et Alter Ego continuera à porter la voix des consommateurs, et à militer pour une meilleure prise en charge et un changement des mentalités quant aux usagers.

Alexandre Prevost

100 bonnes raisons de venir à EGO

1. Pour lire le dernier Alter Ego.
2. Pour soigner mes plaies.
3. Pour le couscous de Rachid.
4. Pour la fête du 27 décembre.
5. Pour une bonne poignée de mains.
6. Pour débattre.
7. Pour être considéré.
8. Pour un café sucré.
9. Parce que c'est pas loin de la ligne.
10. Parce que je suis défoncé.
11. Parce que je voudrais changer.
12. Parce que je ne veux rien changer.
13. Pour souffler.
14. Parce que j'ai mal aux pieds.
15. Pour délirer.
16. Pour me soigner autrement qu'avec du Skenan.
17. Pour croiser Choukry.
18. Pour choisir ma date de naissance.
19. Pour exister.
20. Pour écouter une blague d'Abdel.
21. Pour me refaire une beauté.
22. Parce que le Sleep-In est fermé.
23. Parce que le Sleep-In n'est pas encore ouvert.
24. Pour actualiser mon compte CAF.
25. Parce que c'est gratuit.
26. Pour me réchauffer.
27. Pour un deuxième café sucré.
28. Pour faire un TROD.
29. Pour éviter de faire une bêtise.
30. Pour peindre avec Michel.
31. Pour un sourire.
32. Pour résister.
33. Parce qu'on est le 7 du mois.
34. Parce qu'on est le 10 du mois.
35. Par habitude.
36. Pour penser à l'avenir.
37. Pour la sortie piscine.
38. Pour arrêter d'acheter la métha.
39. Pour apprendre le russe.
40. Pour négocier une brique de lait.
41. Pour mon injonction thérapeutique.
42. Parce qu'il commence à faire froid.
43. Pour prendre un kit Base + un filtre.
44. Pour faire un recours.
45. Pour appeler au secours.
46. Pour téléphoner au bled.
47. Par sécurité.
48. Parce qu'on est dimanche et que STEP est ouvert.
49. Pour faire tester mon produit.
50. Parce que j'ai encore perdu mon passeport.
51. Pour rigoler.
52. Parce qu'ils me croient.
53. Pour prendre un troisième café.
54. Parce qu'ils ne me croient plus.
55. Pour m'inscrire au CSAPA.
56. Pour le comité des usagers.
57. Pour discuter.
58. Parce que je me sens un peu déprimé.
59. Pour la gentillesse.
60. Pour taxer une cigarette.
61. Par prudence.
62. Pour un sandwich au cachir.
63. Pour me calmer.
64. Parce que ça fait dix fois que la maraude me dit d'y aller.
65. Parce que j'ai les cheveux trop longs.
66. Pour ne rien faire.
68. Pour tout refaire.
69. Pour fêter mon anniversaire.
70. Pour lire le journal.
71. Pour récupérer.
72. Pour jouer de la musique.
73. Par nécessité.
74. Parce que j'ai très très envie de consommer.
75. Pour lever le pied.
76. Pour faire du bénévolat.
77. Parce que j'ai lu le « Guide Solidarité ».
78. Pour mon stage de 3^{ème} année d'Éduc spé.
79. Pour ne plus avoir honte.
80. Pour apprendre à mieux gérer.
81. Pour le pique-nique à la mer.
82. Pour me sentir respecté.
83. Parce qu'ils ont évacué la Porte de la Chapelle.
84. Parce que je ne trouve plus de veine où injecter.
85. Pour le film du vendredi.
86. Pour m'inscrire à un DPH.
87. Pour une séance d'auriculothérapie.
88. Pour guérir de l'hépatite C.
89. Pour le plaisir.
90. Pour le Bingo.
91. Pour prendre une douche.
92. Parce que j'ai été exclu seulement un mois.
93. Pour prendre 10 préservatifs.
94. Parce que c'est chez moi.
95. Parce que j'adore répondre à des enquêtes.
96. Pour arrêter de galérer.
97. Parce que j'aime le crack.
98. Parce que je n'ai pas d'autre idée.
99. Pour faire valoir mes droits.
100. Pour un dernier café.

#100 le journal

Réalisé par des usagers de drogues,
des bénévoles et des travailleurs sociaux
de l'association Aurore

